HX
263
.A53
1911

U d'/ of Ottawa
39003000417286

4-6-10

Les Documents du Socialisme

Charles ANDLER

La Civilisation Socialiste

Sténographie d'une leçon de clôture prononcée à l'École Socialiste le 3 juin 1910

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
University of Ottawa

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE ET Cie
31, rue Jacob, et 1, rue Saint-Benoît

1911

BIBLIOTHECA
Ottaviensis

HX
263
.A53
1911

La Civilisation Socialiste [1]

Sténographie d'une leçon de clôture professée à l'École Socialiste le 3 juin 1910

Camarades,

En me proposant de vous parler, ce soir, de la civilisation socialiste, je sens toute la difficulté de mon sujet. Je vois que je ne vais pouvoir ni l'approfondir scientifiquement, ni philosophiquement le construire. Mais, puisque, durant toute une année, vous avez entendu tant d'études critiques, tant d'analyses et d'enquêtes documentées, il m'a paru possible de vous apporter, pour une fois et pour finir, une affirmation. Il faudrait, pour justifier cette affirmation, un livre, que

---

(1) *Bibliographie sommaire :* Henri VAN DE VELDE, *Renaissance im Kunstgewerbe,* 1900. — *Id., Kunstgewerbliche Laienpredigten* 1902. — Elie FAURE, *Formes et Forces,* 1904. — *Id., Histoire de l'Art,* t. I, 1910. Préface. — *Id.,* CÉZANNE, 1910. — David KOIGEN, *Die Kulturanschauung des Sozialismus,* préface d'Ed. BERNSTEIN, 1903. — *Id., Ideen zur Philosophie der Kultur,* t. I, p. 1910. — Gustave F. STEFFEN, *Lebensbedingungen moderner Kultur,* traduit du suédois par Margarethe LANGFELDT, 1909. — Kurt BREYSIG, *Der Stufenbau und die Gesetze der Weltgeschichte,* 1905. — G. LANDAUER, *Die Revolution,* 1910.

je voudrais écrire un jour, mais beaucoup plus tard. Il y faudrait toute une philosophie, et ce genre de philosophie serait, je crois, tout à fait dans la tradition française. Les Français modernes ont toujours pensé qu'il faut abandonner à la science le soin de déterminer ce qu'il nous est donné de savoir sur la constitution des choses, et s'abstenir de spéculer sur l'inconnaissable. Mais, à la place de ce que les Allemands appelaient une « conception de l'univers » (*Weltanschauung*), et qu'ils voulaient prématurément construire sans un soubassement scientifique suffisant, les Français ont toujours été préoccupés, depuis Voltaire, d'édifier une théorie des destinées de la civilisation, une *Kulturanschauung*. Leur rôle philosophique dans le monde est justement celui-là. Or l'héritage véritable des « philosophes » du XVIIIe siècle a été recueilli au XIXe par les systèmes socialistes (1). Le socialisme du XXe siècle devra ne pas négliger cette préoccupation de

(1) G. SOREL, dans ses *Illusions du Progrès*, cherche un système de prophylaxie pour protéger la pureté de la classe ouvrière contre la contamination infectieuse du voltairianisme et de la philosophie du XVIIIe siècle. Mais cette corruption, si c'en est une, a eu lieu depuis longtemps ; et, sans elle, il n'y aurait pas eu de socialisme utopique. Pareillement, le socialisme de Marx, par l'intermédiaire de Feuerbach, avait recueilli la pensée essentielle de Bayle et de Voltaire. Pourquoi G. Sorel parle-t-il le langage d'un ecclésiastique effrayé du danger que court, par de mauvaises lectures, la candeur de ses ouailles ?

coordonner et de légitimer les efforts qu'il tente en vue d'améliorer le sort de la classe ouvrière par une façon nouvelle de concevoir les relations entre tous les hommes et par une philosophie qui définisse les conditions générales sous lesquelles peut naître une civilisation supérieure.

L'enseignement d'une telle philosophie a sa place à l'*Ecole socialiste*. Une théorie de la civilisation se composerait d'abord d'une partie purement critique et historique, qui aurait à nous décrire les faits généraux qui constituent une civilisation et les forces qui la meuvent. Après qu'une telle étude serait parachevée, on pourrait esquisser une conclusion pratique. On pourrait essayer de donner des directions d'ensemble, d'où se dégageraient pour chacun de nous des impératifs individuels. Nous ne pouvons pas créer les forces vivantes qui constituent l'existence sociale, non plus que l'horticulteur ne crée les forces germinatives des semences et la poussée des sèves. Mais nous pouvons sans doute diriger les efforts désordonnés de la poussée naturelle. Nous pouvons choisir les semences que nous voulons faire éclore. Nous pouvons émonder, dessiner, coordonner. Ce serait là ce que les Allemands appellent une *Kulturpolitik*, une technique de l'éducation sociale entendue au sens le plus compréhensif, une pratique destinée à venir en aide à toutes les virtualités cachées de civilisation

matérielle ou morale que la société présente recèle, et par l'épanouissement desquelles elle se transformera en une humanité socialiste.

Je ne peux pas décrire ce soir les conditions d'une telle pratique, mais je fais appel en vous au sentiment dont cette pratique sera accompagnée, si vous vous décidez à y collaborer. Je dis que vous avez en vous, à défaut d'une connaissance réfléchie, des raisons qui rendent possible et nécessaire la civilisation nouvelle, un critère intérieur, un sentiment vague, mais non erroné de cette vie nouvelle. Car cette vie est déjà existante en vous, du moins si vous êtes socialistes ; et si vous avez cette volonté nouvelle de socialisme, vous devez vous rendre compte que cette volonté comporte une mentalité différente de toute autre mentalité. Etre socialiste, c'est avoir passé par une régénération intérieure totale, et par une reconstruction de tout l'esprit.

Il faudrait pour traduire cette mentalité nouvelle, un langage nouveau. Je ne me sens pas capable de le créer. Un grand artiste seul le pourrait. Mais je voudrais du moins éviter les langages anciens et usés. Je voudrais vous épargner pour ce soir le mauvais langage des clubs et des congrès socialistes, et la tristesse hargneuse des journaux socialistes. Le socialisme doit être pour tous une affirmation d'espérance ; et il ne doit jamais être une haineuse utopie. Sans doute, nous devons nous expliquer cette hargneuse tristesse

de la plupart des orateurs et des écrivains du socialisme. Nous dirons tout à l'heure d'où elle vient. Mais elle est, en elle-même, un résidu d'un état d'esprit ancien, d'un état de lutte, et de lutte non victorieuse. Elle est une protestation nécessaire, mais négative. Elle ne saurait servir à formuler l'affirmation socialiste. Cette affirmation, chacun de vous la formulerait plus aisément dans un langage emprunté à son activité de tous les jours ; emprunté à tout ce qui est le plus familier et à son espérance la plus secrète. Pour ma part, je veux me souvenir que je suis professeur, et je vous parlerai un langage emprunté à mon métier. Je dirai que la République sociale est pour moi un *style nouveau* de la pensée et de toute la conduite de l'homme ; un *style* nouveau des relations entre les hommes et de toute la vie humaine.

Je vous demande de vous placer devant une réalité quelconque, la plus banale, la plus quotidienne, et de vous poser cette question : « Sommes-nous dans la République sociale ? et que nous manque-t-il pour que nous y soyons ? » Du point où vous êtes placés, ouvrez votre regard sur les choses, et demandez-vous si vous êtes satisfait, dans votre sentiment intime de la vie et dans votre sentiment social. Appliquez ce critère. Il vous fournira une réponse provisoire et pratiquement forte.

Interrogez ce milieu qui est sous vos yeux, l'hu-

milité, la tristesse de cette installation où nous vivons et travaillons, faute de mieux, et qu'attestent notre présente pauvreté et notre présent écrasement (1). N'est-il pas vrai que toute cette ambiance est maussade, est de la plus pénible indigence dans les matériaux et dans la forme ? Cette laideur et cette misère résument à eux seuls le capitalisme. Manifestement, l'Ecole socialiste vraie, celle de l'avenir, ne sera plus dans un sous-sol comme celui-ci. Il lui faudra, pour lui donner une installation digne d'elle, un palais plus grand que le Trocadéro, et qui étreindrait la cité entière de l'étreinte de ses colonnades. Pourtant, ce n'est pas cette insuffisance matérielle qui me préoccupe en ce moment. Je dis que, même si nous pouvions, avec un peu plus de richesse, nous installer dans une de ces salles qui sont au-dessus de nous et qui furent les salons autrefois célèbres d'une grande bourgeoise de la fin du XVIIIe siècle et du commencement du XIXe, Mme Pankoucke, nous serions choqués de la même hideur et de la même vulgarité du goût bourgeois, et ces restes d'un luxe insolent et criard nous causeraient la même et profonde blessure.

Elie Faure vous a parlé hier de *l'Art social*, et de la

---

(1) *L'Ecole socialiste* avait pour uniques locaux, en 1909-1910, deux salles de l'hôtel des Sociétés Savantes, dont aucune n'avait de fenêtres ; l'une était située dans la cave. Ceci à titre de document historique pour l'avenir.

part qu'il faut faire au sentiment social dans la genèse des arts supérieurs. Dites-vous que ce sentiment est présent aussi dans les arts mineurs. Un sentiment social nouveau est une transformation absolue de toutes choses. Analysez le mécontentement qui s'empare de vous au spectacle de nos demeures actuelles et de la plupart des objets usuels que nous fournit l'industrie contemporaine. Aucune époque n'a connu une pareille insolence de l'esprit du lucre. Presque tout ce qui nous entoure est de mauvais style ; fait de matérieux déloyaux et de forme hideuse. Nous sommes submergés de faux luxe et de camelote grossière. Notre architecture, comme notre art décoratif, réalise des lignes stupéfiantes de forme, dans des matériaux de mensonge. Laissons de côté les arts de grande décoration, qui seront un jour au service de la collectivité. L'irrespect avec lequel les industriels d'à présent traitent les besoins privés de l'homme est sans égal. Les objets usuels les plus simples, et de la plus simple matière, un vase d'argile, un meuble de bois blanc, ont leur beauté, s'ils revêtent une matière honnête d'une forme qui accuse et aide avec franchise leur usage. Aujourd'hui, il n'y a pas de matière anciennement usitée qui ne trouve sa contrefaçon mensongère. On ne découvre pas une matière nouvelle qu'il ne se trouve aussitôt un capitaliste ingénieux pour la truquer. Ainsi tous les bois

de nos meubles sont plaqués. Le marbre est remplacé par le stuck et le linoléum ; l'os et l'ivoire par le celluloïd. Il n'y a pas de pierre qu'on n'ait simulée par des conglomérats artificiels. On a détruit en nous jusqu'au sens qui sait estimer la grâce naturelle des matériaux ; l'éclat et la veinure d'un bois que ne recouvre aucune peinture ; le grain d'une pierre rustique que ne dissimule aucun crépi ; l'honnêteté d'un métal ou d'un cuir, qui ne se farde d'aucun émail, d'aucun enduit, d'aucune couleur artificielle.

Non seulement on a falsifié les matériaux, mais toutes les formes sont viciées. Il va de soi que, nous servant de matières truquées, nous leur imposons des formes pour lesquelles elles ne sont pas faites. Or, des formes naturelles, que le besoin dégagera, dorment dans la matière; et toute matière contient virtuellement certaines de ces formes, mais ne les contient pas toutes, comme aussi l'usage n'appelle que des formes en nombre restreint, qu'il commande, et qui aussitôt, étant rationnelles, déterminent notre approbation esthétique. Ainsi le style ionien, si sobre, n'a guère été dépassé, et est beaucoup plus pur que le corinthien ; et le gothique primitif est plus pur et plus beau que le gothique flamboyant qui demande à la pierre des courbes qu'elle ne peut pas donner.

On peut parler, sans paradoxe, de la beauté d'une locomotive, d'une ferme de hall en fer, d'une arche de

pont. Les ingénieurs ne le savaient pas. Zola et Huysmans ont dû venir pour leur apprendre qu'ils avaient créé instinctivement des formes d'une beauté neuve.

C'est que non seulement la matière recèle de certaines lignes pour lesquelles elle est faite, mais l'outillage dont on dispose lui donnera des contours prédéterminés par sa propre forme et son jeu nécessaire, tandis qu'il ne produira pas d'autres contours. Notre outillage nouveau en acier, mû par des puissances prodigieuses de masse et de vitesse, peut produire des lignes d'une précision et d'un dessin que ne comporte aucun autre outillage. Il sera rationnel de les lui faire produire en grand, puisqu'il les réalise presque avec une égale perfection pour toutes les quantités qu'il produit. La machine permet de produire sans déchets, loyalement, des objets usuels, d'une forme rationnellement belle. Il s'agit de découvrir et de mettre en évidence toutes ces formes, que l'outillage le plus parfait est en mesure de faire surgir de matières respectées elles-mêmes dans leur nature et appropriées à l'usage social auquel on les destine. Il s'agit de faire voir intimement mariées ces formes et ces matières ; de réaliser un accord évident de ces matériaux et de leurs contours ; du but et des moyens, sans quoi l'ouvrage se disjoint dans la laideur et dans l'absurdité.

Remarquez le résultat social et moral où nous som-

mes arrivés par ces considérations en apparence toutes technologiques. L'objet usuel de tous les jours, si humble qu'il soit, mais rationnellement construit, enferme, par la satisfaction qu'il nous donne, la révélation des sentiments que nous voulons apporter dans toute la vie sociale. Nous nous réjouissons de matériaux loyaux et honnêtement travaillés : c'est qu'au fond de nous-mêmes nous voulons la même loyauté, la même pureté, la même nécessité intérieure pour notre propre caractère. Nous voulons que les formes accusent avec clarté l'usage qui les a appelées et qu'elles soient comme offertes à notre mainmise. C'est que, pareillement, nous voulons être ouverts à tous nos semblables pour une mise en commun de nos qualités utiles. Il y a comme une moralité de la chose créée qui atteste celle du créateur et réagit ensuite sur lui ; une moralité du producteur naît du travail lui-même, par une éducation du goût qui s'épure et devient plus rigoureux à mesure que la méthode de travail est devenue elle-même plus précise. Cette moralité, issue d'un travail de plus en plus qualifié et qui transforme toutes choses autour d'elle, comme par rayonnement, nous dirons qu'elle est la nouvelle moralité socialiste.

Nous croyons fortement à la diffusion d'une telle moralité, dont notre vie sociale sera embellie. Mais il faut travailler à cette diffusion. Le moyen le plus sûr pour l'assurer, c'est de ne choisir provisoirement, pour

le travail le plus qualifié, que des hommes et des femmes capables de cette moralité ; capables de comprendre l'esprit d'un style nouveau, d'y travailler avec foi, et capables de créer eux-mêmes des modèles. Il faut les attacher à leur travail par l'intérêt même de l'inventivité créatrice, par la passion de produire avec la dernière perfection possible que les moyens d'aujourd'hui permettent, par la passion de collaborer eux-mêmes à la transformation immédiate et à l'embellissement de la vie de tous. Ne croyez pas que cette moralité soit rare ; et la renaissance des arts décoratifs en tous pays en montre la force croissante et tous les jours généralisée. Rien n'est plus capable de niveler les classes sociales que cette moralité nouvelle et créatrice. Rien n'a plus fait pour accroître la dignité de l'ouvrier, rien n'a plus rapproché davantage le métier manuel et le travail créateur de l'artiste ; rien n'a contribué davantage à rendre aux classes cultivées le goût du travail manuel.

Laissez-moi vous citer une anecdote, que rapporte Henri Van de Velde. Quand on visite la manufacture, dite royale, de Copenhague, où se fabriquent de si admirables porcelaines, tandis qu'on observe les ouvriers et les ouvrières au travail, il se peut qu'une conversation s'engage. Vous serez présenté, très cérémonieusement, à ces ouvrières, et vous serez disposé d'abord à admirer le respect avec lequel les chefs

d'établissement traitent leur personnel. L'instant d'après, votre admiration diminue, mais vous aurez une joie nouvelle. Vous apprendrez que ces ouvrières sont la femme et la fille du directeur de la manufacture ; — une autre est femme du directeur des postes ; — une quatrième, femme du président de la Cour d'Appel ; — une cinquième, fille du ministre de la Guerre. Nous dirons, quant à nous, qu'un atelier ainsi composé ferait très bien partie de la République sociale. Il nous semble que ces hommes et ces femmes, pour retourner une expression fameuse, ne sont plus seulement des hommes « adaptés », mais déjà des hommes nouveaux. Il y aura quelque chose de changé en France, quand les femmes et les filles de nos ministres entreront ainsi comme ouvrières à la manufacture de Sèvres ou des Gobelins. Ces ateliers, d'un confort exceptionnel, sont fleuris de plantes et inondés de lumière. Y aurait-il à se plaindre qu'on les imitât ? Quelques théoriciens grincheux se plaignent déjà de ce goût, de ce qu'ils appellent « l'atelier-salon ». Personne de nous, assurément, ne se figure qu'on construira jamais des locomotives dans un boudoir, et des chantiers de construction de navires seront toujours dénués de luxe. Mais ce n'est pas le décor qui importe, c'est l'installation hygiénique, l'espace, qui permettra la juxtaposition d'ouvriers en grand nombre sans entassement nuisible, les installations mécani-

ques qui épargneront à la main-d'œuvre le gaspillage ou l'épuisement des forces humaines. Il nous vient d'Amérique des descriptions d'usines ainsi munies des derniers perfectionnements que suggère un esprit industriel capable d'organiser, de ménager l'énergie des hommes et de stimuler leur joie au travail. Ces enquêtes nous montrent la puissance de rendement humain inhérente à ces méthodes de production en apparence dispendieuses. En réalité, ces méthodes permettent de forts salaires et des installations d'un grand confort, parce qu'elles sont très productives. Elles le sont doublement par un outillage parfait et et par la densité du travail qu'elles permettent, dès l'instant que les ouvriers réparent largement, chaque jour, la force de travail dépensée la veille. Nous déclarons conforme à notre sentiment social l'existence d'ateliers de cette sorte. Nous ne croyons pas faire en cela preuve d'idéalisme vague et de sentimentalité. Car ces ouvriers américains eux-mêmes n'ont pas d'idéalisme vague. Ils sont tout à fait résolus à défendre leur situation et leurs salaires. Mais qu'il y ait des hommes vigoureux, qui travaillent exactement et volontiers, selon un règlement d'atelier arrêté par eux ou approuvé d'eux, cela nous paraît excellent : ces hommes sont de bons matériaux dans une bonne forme de discipline consentie. Nous pouvons garder cela dans la République sociale.

Appliquez ce critère à tout ce qui vous entoure. Votre sentiment direct suffira à vous avertir de ce qui est dans la direction de l'avenir. Il nous fera distinguer ce qui est dès maintenant périmé et ce qui ne l'est pas. Il s'agit de savoir le rapport qui existe entre les éléments et leur synthèse ; de quelle qualité, de quelle résistance sont les matériaux ; de quelle résistance, de quelle valeur est la structure qui les joint et qui en compose une forme sociale, un mode de travail, une institution. Tout est œuvre d'art social, même les formes politiques.

II

Prenez maintenant, pour entrer dans des questions plus graves, ces formes politiques. La plus importante des formes qui aient servi à mouler les peuples européens, c'est la monarchie. Les premiers architectes sociaux, ce sont les monarques. Il y a, bien entendu, infiniment de choses qui préexistent à la monarchie. Le monarque non plus ne crée pas la vie qu'il organise. Il y a, avant lui, une vie de famille ou de tribu, des coutumes, des croyances, une vie économique, d'abord rudimentaire. Il y a tout ce qu'il faut aux

hommes pour vivre et mourir... Mais c'est tout cela justement que le monarque pétrit et met en forme. Une société peut vivre très longtemps, indéfiniment, avec une vie économique suffisante à la faire durer, et sous un simple régime de chefs de clans. Mais sa vie reste primitive et lente, tant qu'elle n'a pas d'organisation politique. L'institution d'un pouvoir politique est infiniment plus importante que toute organisation économique. Ce pouvoir déplace bientôt, non pas la production économique, qui peut être indéfiniment la même, mais, ce qui importe davantage, les relations sociales entre les hommes qui vivent de cette production.

Le premier soin de la monarchie est de créer une féodalité. Ne m'objectez pas tels exemples que je sens venir, surtout si vous êtes partisans de l'interprétation marxiste de l'histoire. Je connais ces objections. Mais Marx ne savait, en fait d'histoire, qu'un peu d'histoire d'Allemagne, un peu d'histoire de France, et une quantité plus notable d'histoire d'Angleterre. Il m'est d'ailleurs tout à fait indifférent qu'on dise, en termes plus mystérieux, que ce n'est pas le monarque qui organise la société, et que la société, par un stratagème secret et inconnu d'elle-même, mais dont les inconscientes visées sont économiques, use de la monarchie pour s'organiser économiquement. Ce qui nous intéresse, c'est le fait général de la monarchie.

Une histoire comparée des formes politiques, qui étudierait la formation de la féodalité non seulement en Europe, mais en Egypte, en Assyrie, au Pérou, au Japon, arriverait au résultat que je dis : en tous pays, la féodalité est créée toujours et nécessairement par les monarques (1).

Une civilisation supérieure ne s'est jamais constituée que par un étatisme vigoureux et cohérent, par une forme politique plus stricte qui joignait l'ensemble; et cette forme de pouvoir a toujours été militaire. Toujours la monarchie a brisé militairement les grands chefs de clan, qui avaient été primitivement les égaux du monarque. Partout elle a créé, pour lui confier la gestion subalterne des services de l'Etat nouveau, une classe de *ministeriales,* une classe dis-

---

(1) Cette histoire synthétique, qui dégage les faits généraux de l'histoire, est la vraie sociologie. Je citerai comme exemple de cette sociologie l'enseignement de Ch. Seignobos en France et de Kurt Breysig en Allemagne. Les construction des sociologues de métier sont des métaphysiques ordinairement dénuées de nouveauté. Toutefois, nous respectons, chez MM. Lévy-Brühl, Durkheim et leurs élèves, le travail historique et psychologique qui a réussi à donner la formule générale de plus d'un phénomène religieux et de plus d'une coutume. Mais s'ils nous apportent des *résultats* nouveaux, ils ne nous apportent pas une *science* nouvelle. — En dehors de ces recherches qui touchent à l'aspect mental de la vie des sociétés, il y a lieu d'étudier cette vie dans ses rapports avec les faits biologiques. C'est un ordre d'études où tout est encore obscurité.

tinguée et compétente d'administrateurs militaires et civils, qui furent la vraie noblesse. En même temps se créent les suites d'hommes d'armes de métier, les armées mercenaires. Chez les Assyriens de la haute antiquité, aussi bien que chez les Français du moyen âge, les paysans libres qui avaient d'abord été l'armée, préfèrent à la longue rester à leur champ. Pour s'exempter du service des armes, ils paient des redevances qui permettent d'entretenir des soldats de métier. Mais du même coup, et ces redevances pesant d'un poids de plus en plus lourd, ils sont écrasés de plus en plus par la noblesse armée. Ils deviennent serfs. L'étatisme a été, en tous pays, d'abord cette organisation monarchique et féodale du pouvoir militaire. L'Etat moderne ne s'est pas établi autrement. Il ne diffère des Etats anciens que par une vigueur plus grande.

Il faut dire sans crainte que cette monarchie militaire a été la grande éducatrice des nations européennes. Ces nations ont acquis par elle la qualité qui fait le propre des civilisations supérieures : *la prévision à longue échéance.*

Cette prévision seule rend possibles les entreprises de guerre, et notamment les expéditions maritimes. L'Etat primitif n'est capable d'abord que de conquêtes à portée de ses frontières. Une nation a certainement atteint une maturité plus grande quand elle est de-

venue capable de conquêtes outre-mer (1). La maturité certaine de la population athénienne, comparée à celle de Sparte, tient à ce que la République d'Athènes était de longue date habituée aux entreprises maritimes. Les Russes d'aujourd'hui, qui ont été très audacieux et heureux dans leurs conquêtes quand il s'agissait d'élargir leurs frontières les plus voisines, sont pourtant très en retard sur tous les autres pays d'Europe, parce qu'ils n'ont pas passé par cette grande éducation de l'expédition maritime lointaine. Il est visible qu'ils en sont restés à une phase très arriérée de la monarchie ancienne. La décadence maritime des Allemands, qui a duré des siècles, a certainement contribué à la lenteur de leur développement d'esprit.

Une armée, une flotte, c'est une cité en marche, ou qui cingle. Pour elles, il faut tout prévoir, la subsistance, le campement, les ambulances ; une direction qui combine les efforts individuels pour un maximum de rendement. La cité sédentaire prévoit peu de chose. Elle repose tout entière sur l'antique assise de la famille. Elle règle seulement les rapports juridiques des familles. C'est par l'antique artisanerie, par l'antique agriculture de famille que les cités sédentaires subsistent. La famille subvient aux malades, aux invalides et aux vieillards. Plus tard, des communautés

(1) C'est là une idée de l'économiste Frédéric List, et je la crois très confirmée par l'histoire générale.

religieuses se chargent, peut-être, pour une part de cette prévision des destinées de l'individu, quand la famille n'y suffit pas. Aujourd'hui encore, notre étatisme civil laisse volontiers le soin de cette prévision aux mutualités ou aux Compagnies d'assurance. L'étatisme militaire est d'emblée un socialisme d'Etat. Pour le soldat ou le marin, qu'on a enlevé à l'artisanerie ou à l'agriculture, l'Etat doit tout prévoir. C'est ainsi que l'inscription maritime de Louis XIV prévoit pour ses marins un système d'assurances complet, pour le cas de maladie, d'invalidité, de vieillesse. C'est ce système de la triple assurance que Bismarck n'a eu qu'à copier et à généraliser pour en faire le type le plus complet de socialisme d'Etat qui ait existé en Occident. Mais il a existé des monarchies de type antique ou médiéval en Egypte, en Asie ou en Amérique, qui ont étendu le socialisme d'Etat aux occupations civiles; et nous ne devons pas regretter qu'il n'ait pas reçu chez nous une pareille extension. L'étatisme, d'origine militaire, n'a pas en effet souci de la liberté de l'individu. Il n'a souci que des services immédiatement rendus à la collectivité par les individus qu'il engage. Par la pension d'invalidité ou de vieillesse, cependant, la vie entière du soldat ou du fonctionnaire est affaire d'Etat. Ce qui nous intéresse, c'est cette prévision lointaine, qui a passé de la famille à l'Etat, et qui est devenue fonction et vertu sociale.

Maintenant, à l'intérieur de cet Etat militaire (et qui a centralisé, par surcroît, tous les pouvoirs judiciaires des anciennes familles et des anciennes cités), la vie économique a continué à se développer, indépendamment ou sous le couvert de ses expéditions militaires. Prenons-la au degré de développement où, en Occident, à l'aube de la Renaissance, elle a produit le capitalisme. Il apparaît tout de suite que le grand capitalisme a pris modèle sur l'Etat. Ce n'est pas l'inverse. Il faut contredire formellement sur ce point les affirmations des glossateurs de Marx. L'Etat n'est pas du tout, à l'origine, une délégation des classes capitalistes, et une gestion élargie du capitalisme. C'est le capitalisme au contraire qui imite les procédés de l'Etat ; et il est conquérant, comme lui, sur les domaines que l'Etat ne s'est pas réservés. Les premières grandes compagnies de commerce, les compagnies des Indes qui surgirent en France ou en Angleterre, ou plus anciennement la Ligue Hanséatique allemande, furent de véritables républiques conquérantes. Tout de suite le capitalisme a les procédés d'administration de l'Etat ; il en a les procédés de commandement. Il a des subalternes militarisés dont il exige l'obéissance que l'Etat impose à ses officiers et à ses soldats. Ce qu'on appelle le « libéralisme bourgeois », c'est, à l'origine, un droit de conquête laissé ouvert par l'Etat, non monopolisé par lui. Le « libéralisme » capitaliste

est donc avant tout une organisation d'attaque, une organisation faite pour rançonner le monde ; un droit offensif. La grande bourgeoisie s'est réservé le domaine commercial, et plus tard industriel, comme l'aristocratie militaire était maîtresse de la grande propriété foncière. Dans cette nouvelle organisation qui grandit avec des procédés imités de la monarchie féodale, il a dû arriver aux artisans et aux petits commerçants ce qui sous la féodalité était arrivé aux paysans. Les petits artisans, les petits commerçants ont été absorbés peu à peu par l'industrie et le grand commerce, comme les paysans ont été asservis peu à peu par la propriété féodale. Dans cette guerre économique nouvelle, qui supposait des moyens d'action étendus, de lointaines prévisions, et l'attaque de marchés très éloignés, les petits commerçants et artisans n'ont pu lutter. Ils ont fini par rester chez eux. Ils ont été pressurés, écrasés ; — ils ont dû entrer dans l'organisation capitaliste. Leur servage, juridiquement différent de l'ancien et copié dans sa forme juridique sur le contrat de domesticité personnelle, s'est appelé *salariat*.

Une conclusion s'imposait : Le grand capitalisme, puisqu'il imite l'Etat, puisqu'il détruit d'ailleurs l'assise familiale de l'ancienne artisanerie, devrait aussi prendre le souci des invalides, des malades, des vieux, comme avait fait l'Etat militaire. Il le fait pour une

part, tardivement, mais il résiste à outrance. Il est intéressant de connaître quelle sera l'extrême limite de cette résistance.

La bourgeoisie capitaliste n'obéit qu'à deux contraintes: 1° d'une part, quand le régime du grand commerce extérieur s'est complété par le système de la grande production manufacturière, le capitalisme a usé trop vite la classe ouvrière qui travaillait pour lui. Il en a miné l'énergie par une journée de travail excessive, par un salaire trop bas qui ne permet ni une vie assez hygiénique, ni une reconstitution suffisante des forces musculaires. La baisse du rendement ouvrier a été une première menace grave. L'industrie anglaise, la plus prévoyante de toutes, s'est la première inclinée devant cette menace. Elle s'est mise la première à relever les salaires, à changer les conditions de durée et les conditions hygiéniques du travail, à régénérer la race ; 2° il s'est trouvé que l'industrie anglaise et l'industrie américaine et créant un outillage très productif, qui permettait les forts salaires, et en conservant ainsi une race très virile, se sont assuré la prépondérance. Cette concurrence victorieuse a été une menace pour les autres bourgeoisies industrielles. Elles se sont inclinées devant cette seconde menace, alors qu'elles avaient longtemps oublié d'écouter la première.

La bourgeoisie européenne a donc cédé, quand elle

a été poussée à bout, et pour des raisons d'expérience très douloureuse. En cédant, elle a réussi à survivre. Mais au fond elle a abandonné, par là, son principe. Car, dans son principe, le capitalisme n'est pas fait pour céder ; il est fait pour conquérir. Et l'esprit capitaliste n'est pas une tournure d'exprit expérimentale, mais une tournure d'esprit rationaliste. Il a créé les sciences physique et mécanique nouvelles, qui sont rationnelles. C'est de la sorte qu'il a été révolutionnaire. Tout son droit lui-même, sa notion des relations entre les hommes, est une conception mécaniste, celle d'un commandement pur, d'un agencement utilitaire où tout est prévu pour le rendement maximum. Sa morale est utilitaire et rationnelle. Cet esprit a été un instrument de combat merveilleux contre les croyances anciennes, et le droit d'ancien régime. Il a procédé par l'irrespect absolu. La bourgeoisie en est venue ainsi à considérer ses relations avec l'Etat lui-même comme purement rationnelles. Elle n'a pas cru, comme l'aristocratie ancienne, à l'autorité de l'Etat. Le capitalisme a imité l'Etat, s'est considéré comme l'égal de l'Etat, et finalement a considéré l'Etat comme son salarié. La bourgeoisie salariait l'Etat pour de certains services qu'elle attendait de lui : services de police, de sécurité intérieure ou extérieure, expéditions militaires qui servaient à ouvrir des débouchés nouveaux. L'Etat qu'elle

imitait, elle a essayé d'en faire en outre son instrument : voilà ce que le marxisme a vu avec netteté. Or, c'était là un renversement absolu des termes, une désagrégation de la forme politique, ce qu'on appelle une révolution. Ainsi s'est constituée la démocratie. Mais cette révolution, bourgeoise d'origine, dépasse infiniment les intentions de la bourgeoisie. Dans cette longue lutte entre l'Etat et la bourgeoisie, l'Etat est victorieux à partir du moment où il se fait démocratique. C'est à ce moment que la bourgeoisie est obligée de consentir des lois de protection ouvrière et d'assurance sociale. Si le capitalisme est fait selon le modèle de l'étatisme ancien, on devine que la démocratie évidera et usera le capitalisme selon le procédé même qui a permis à la bourgeoisie d'user et d'évider l'ancien état monarchique.

III

La démocratie est un fait très nouveau : la décomposition de l'ancienne forme de l'Etat autoritaire. De cette forme, il ne reste que les éléments qui le composaient. Rien n'est plus important. Toute la condition morale, civile, juridique et politique des hommes en est changée. Dans l'ancien Etatisme, dans la bourgeoi-

sie, dans le capitalisme, les hommes sont des agents de transmission mécanique, des poulies, des courroies, des roues à engrenage qui obéissent passivement à une impulsion venue d'en haut. Le changement est venu, non d'un seul coup, mais par poussées inégales, qui ont modifié par saccades la vie humaine entière. Cela commença par la religion. Ça été l'œuvre sociale vraie du protestantisme. Dès qu'il y a eu des hommes qui ont lutté ensemble pour leur foi et ont disputé leur conviction individuelle à une organisation religieuse faite sur le modèle de l'Etat ancien, comme est le papisme, ces hommes n'ont plus été des instruments. Les protestants du XVIe siècle ont trouvé beaucoup mieux qu'une religion nouvelle — car leur religion ne nous importe pas ici, et elle n'a pas été originale. Ils ont trouvé une nouvelle manière de conduire les hommes. On l'a bien vu en Amérique, où cette conception nouvelle de la vie humaine n'a pas eu à lutter contre l'étatisme ancien et où elle a d'emblée enfanté la République (1). Dès qu'il y a eu des hommes obligés de combattre ensemble pour défendre solidairement leur sol et la notion qu'ils avaient du droit, — comme ont fait les Français de

(1) Il est à remarquer que la libre-pensée, celle d'un Voltaire, par exemple, n'a pas été démocratique, mais autoritaire, bourgeoise.

1792, — ces hommes n'ont plus été des instruments. Ils ont retrouvé inconsciemment ou consciemment, les règles elles-mêmes de la conduite des puritains d'Amérique et la règle de conduite des démocrates antiques. Quand des hommes se sont trouvés assemblés en grand nombre dans les usines modernes, ils ils ne se sont plus laissés diriger comme des rouages, des automates géants qu'ils étaient destinés à servir. Ils se sont défendus. Ils ont réclamé eux aussi une autre façon de conduire les hommes.

Il y a donc eu, dans les temps modernes, une triple et convergente action de démocratie : 1° La vie des ouvriers dans l'usine nouvelle ; 2° plus anciennement la Révolution française et américaine ; 3° plus anciennement encore la réforme protestante, qui avait créé des habitudes de gestion syndicale et de gouvernement représentatif. Mais, traversant tout cela, un sourd travail de dissociation était accompli par la bourgeoisie capitaliste elle-même sur l'ancienne monarchie autoritaire.

Ce qui nous intéresse là-dedans, c'est la démocratie qui tend à s'établir dans les usines une fois que les ouvriers sont groupés par grands ateliers. Remarquez que les ouvriers n'ont pas été démocrates avec enthousiasme. La lenteur avec laquelle les ouvriers anglais sont arrivés à la démocratie a été souvent signalée. La démocratie française, que l'on croit d'origine ouvrière,

a été l'œuvre des artisans et des petits bourgeois. Les ouvriers industriels ont lâché pied en 1851, lors du Coup d'Etat. L'échec de la Révolution de 1848 est imputable pour une forte part à ce flottement de la conviction démocratique dans l'esprit des ouvriers (1). Pourquoi ? Pour une raison qu'il faut bien comprendre. C'est que les ouvriers ne sont pas démocrates avant tout. Dès l'instant que la vie de l'usine les réunit, un autre principe de reconstruction sociale prend forme dans leur esprit. C'est là un symptôme extrêmement grave, parce qu'il s'ensuit que la démocratie, à peine née, porte déjà en elle un germe de mort. La destinée de la démocratie est tragique en cela; et nous vivons en ce moment cette tragique histoire de la démocratie. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que nous ne pouvons soustraire à ce destin tragique ni la démocratie ni nous-mêmes. Nous ne pouvons pas ne pas être démocrates, alors que déjà nous savons et sentons que la démocratie est condamnée à une infinie stérilité. Il nous faut vivre la démocratie jusqu'au bout, parce que la démocratie a apporté cette grande chose nouvelle, ignorée de l'ancien Etatisme : *l'affirmation de*

---

(1) Il faut ajouter que les ouvriers industriels, jusqu'aux approches de 1860, ne valaient pas, à beaucoup près, comme culture générale et comme discernement politique, les anciens artisans.

la valeur absolue de l'individu. Le droit de l'ancien Etat, de l'ancienne aristocratie, de l'ancien capitalisme était un droit d'offensive. Le droit de la démocratie est une *défense de l'individu.* Par là, la vie de l'individu est renouvelée entièrement, révolutionnairement. C'est la substance même et la matière coulée dans les anciennes formes sociales qui a subi une transformation totale. La vie d'aucun homme, pas même celle du serf salarié, ne saurait être désormais le résidu d'existence que laisse aux plus humbles le droit du plus fort, rationnellement exploité. La vie d'un chacun est droit et obligation, est échange équitable de services exacts contre des rémunérations justes. Au terme, la démocratie est le droit strict pour chacun de suivre ce qu'il estime sa destination naturelle ; droit de se soustraire à toutes les obligations dont le refus ne met pas en péril la communauté.

Cette œuvre de défense de l'individu est indispensable, mais elle est triste. C'est la préoccupation de cette œuvre qui donne leur allure ascétique aux démocrates depuis la première Révolution et fait l'aspect maussade des révolutionnaires d'aujourd'hui. Il ne faut pas s'étonner que cette idée individualiste, poussée à bout, donne l'anarchisme pur, le déracinement des sans-patrie, la doctrine de la Révolution en permanence, l'habitude des conciliabules lugubres et, chez les démocrates rigides, une éternelle allure de

conspirateurs qu'ils ne quittent pas même quand la démocratie a triomphé, une manie de déclamation hargneuse, justifiée dans ses revendications, impuissante dans ses méthodes. Comme habitude générale d'esprit, elle donne l'analyse, la critique outrancière, le tâtonnement expérimental sans fin et nécessaire sans doute à vérifier les assises incertaines du rationalisme ancien, mais trop souvent aussi la fantaisie individuelle pure, l'impressionnisme absolu, la désintégration de toute pensée. Et ceci est la limite que l'on ne saurait dépasser et au delà de laquelle il faut reconstruire.

La démocratie signifie donc d'abord l'antagonisme des individus contre l'ancien Etat. Elle évide l'ancien Etat, à commencer par l'ancienne monarchie, là où elle subsiste. A sa place, il a fallu mettre un parlementarisme qui, à son tour, nous répugne. Voilà un fragment douloureux de cette tragique histoire de la démocratie. Pour fonder ce parlementarisme, issu du suffrage universel, nos ancêtres ont versé leur sang, en diverses révolutions. En réalité, le parlementarisme fonctionne comme le capitalisme. En réalité, nos parlementaires se font un capital de notre confiance déposée dans nos bulletins de vote et ils le gèrent au mieux de leurs intérêts privés ; ils font du pouvoir accumulé entre leurs mains par nous un usage qui est fait de la dérision de nous ou qui est dirigé

contre nous, par une immense manœuvre dont nous sommes les dupes (1).

Il faut évider surtout l'ancienne autorité du fonctionnarisme. Car ce fonctionnarisme, créé par l'ancien régime monarchique, en a conservé les anciennes habitudes. Et ce travail de dissolution nécessaire est difficile, puisque ce fonctionnarisme est chargé de plus d'une besogne indispensable de défense, de justice, de finance, de plus d'un service industriel d'Etat. Il faut le détruire à la fois et le régénérer par le redressement des petits fonctionnaires auxquels les grands chefs commandaient jusqu'ici militairement.

Enfin il y a à évider l'autorité patronale ancienne. Et cela est encore plus difficile. Car on ne peut pas remplacer d'un seul coup l'ancienne forme d'autorité, la direction nécessaire à la prospérité industrielle. On parle d'introduire le régime parlementaire à l'usine. Je me défie de cette innovation. Je ne suis pas sûr

---

(1) Le développement ci-dessus ne constitue pas une attaque dirigée contre les élus du parti socialiste, mais une critique abstraite du régime parlementaire. Nous savons l'effort laborieux et méritoire que dépensent nos camarades des groupes socialistes parlementaires pour obtenir d'une machine vieillie, le parlementarisme, un rendement socialement utile. Mais il est temps d'étudier une République sans Parlement. C'est une partie essentielle de la reconstruction sociale, si difficile qu'il soit pour les démocrates purs de l'imaginer.

qu'au moment où les assemblées parlantes sont discréditées en politique pour avoir donné d'abondantes preuves d'incompétence et de corruption, il faille confier à des assemblées parlantes la gestion plus importante de nos usines. Mais peut-être aussi le faudra-t-il, parce que l'esprit analytique de la démocratie ne conçoit pas d'autre gestion que le partage de l'autorité. Peut-être faudra-t-il pousser la démocratie à bout et l'introduire même dans la gestion industrielle, pour en achever la dissolution, en attendant la refonte totale, et la reconstruction qui se fera avec une matière régénérée.

Si l'aperçu historique que nous avons donné de la genèse des formes politiques et sociales est vrai, et sur leur importance relative, peut-être devrons-nous penser que la refonte de ces formes se fera dans l'ordre même de leur formation qui a été aussi celui de leur dissolution en voie de s'accomplir. Il faudra d'abord régénérer l'Etat et ses fonctions militaires, administratives, judiciaires et productives, à mesure que leur décomposition démocratique approchera de son terme. Il est probable que cette réforme administrative, la substitution à la gestion autoritaire d'une gestion confiée à des coopératives d'Etat, qui auront pris à charge les services publics, prendra le pas sur la régénération du capitalisme. Mais cette refonte du patronat capitaliste aura lieu à son tour, et rapidement, à mesure

que l'Etat lui-même socialisera un plus grand nombre de services d'abord commerciaux, puis de services de production ; et à mesure que, par l'initiative privée, un plus grand nombre de gestions capitalistes passeront aux mains d'associations groupées en fédérations constamment élargies. Toutes ces coopératives publiques et privées seront reliées par un vaste réseau d'assurances, qui sera la défense individuelle de la vie, de la santé, de la sécurité des travailleurs, poussée jusqu'aux limites extrêmes réclamées par la justice.

Et, sans doute, c'est encore là de la démocratie, puisque c'est la défense individuelle ; mais c'est déjà de la démocratie sociale, de la défense individuelle prévue à longue échéance et englobant toute la vie des hommes, jusqu'ici abandonnée aux hasards tragiques des catastrophes économiques.

IV

Ainsi, sous la dissolution démocratique elle-même, et par elle, apparaît l'urgence de la reconstruction sociale. Par la force des choses, et dans l'extrême désintégration, des nécessités vitales, où la destinée même de la race est engagée, obligent l'Etat à se souvenir que sa fonction ancienne, quatre fois séculaire en

Occident, est de surveiller par une prévision à longue échéance, le complexus des relations humaines, qui crée entre elles, pour le bonheur ou le malheur commun, une invincible solidarité. C'est à cette solidarité qu'il donne une forme. Mais nous voulons, quant à nous, créer une forme nouvelle qui naîtra de la régénération de tous les éléments humains. La démocratie a préparé les voies au socialisme, mais le socialisme n'est pas la démocratie achevée. Il est un fait totalement nouveau, comme la démocratie a été un fait nouveau, par rapport à l'ancien étatisme. La démocratie est dissolution. Le socialisme est reconstruction. La démocratie est défense de l'individu, quelle que soit la qualité de cet individu. Cette défense est essentielle. Mais si elle permet par elle-même un enrichissement infini des qualités individuelles, elle ne constitue pas cet enrichissement. Le socialisme est la naissance en chacun de nous d'une vie plus riche qui se répand sur les autres. La démocratie est partage et morcellement égalitaire ; le socialisme est mise en commun de toutes les ressources et de tous les efforts; il est sentiment vivant de la solidarité.

La nouvelle structure sociale naîtra ainsi d'une nouvelle mentalité des hommes, d'une nouvelle faculté créatrice qui sera éveillée dans la multitude et reconnaissable en elle, comme il y avait autrefois une mentalité particulière reconnaissable dans cette élite où,

aux temps anciens, se recrutaient les rois et les nobles. D'autre part, la civilisation socialiste a cela de commun avec la démocratie qu'elle est l'œuvre anonyme de tous. Mais la démocratie peut vivre indéfiniment dans la défense étriquée des individualités médiocres. Elle peut végéter dans l'éternelle misère de cœur et dans l'éternelle grossièreté, pourvu qu'on ne touche pas au droit individuel. Un peuple de contremaîtres à demi-savants ou de paysans ignares peut réaliser l'idéal démocratique. La civilisation socialiste est plus ambitieuse. Elle n'admet pas de cîmes au-dessus d'elle, mais elle ne reste pas elle-même dans les bas-fonds. Elle mène elle-même les multitudes à l'ascension de toutes les cîmes. Nous avons le choix de rester envasés indéfiniment dans le marécage démocratique ou de réaliser collectivement une marche en avant, qui appelle un effort aussi enthousiaste que celui du protestantisme puritain ou celui des soldats de la Révolution.

C'est par là aussi que le socialisme diffère du « solidarisme » bourgeois des dernières années. Le solidarisme nous enseigne ce que nous devons à autrui, à tous ceux qui vivent avec nous ou ont vécu avant nous. Il fait le bilan de notre dette, et nous enseigne à nous en acquitter loyalement par un effort qui compense la dépense que la société a faite pour nous, sous peine de laisser à nos descendants et à la collectivité un héritage amoindri. Nous ne nous reconnais-

sons pas dans cette solidarité calculatrice ; et il suffit qu'elle soit ainsi une solidarité du doit et de l'avoir, une solidarité qui compte et lésine, pour que nous soyons certains qu'elle n'a rien de commun avec le sentiment socialiste.

Le sentiment dominant la civilisation socialiste, le pathétique profond qui la soulève et la dirige est celui de la solidarité dans le travail. Il y a là un sentiment conquérant très analogue à celui des anciennes aristocraties. Il s'agit de conquérir le milieu physique par un effort concerté dont le résultat aussi sera livré à la jouissance commune. Il s'agit d'intégrer puissamment et profondément la vie humaine dans la vie universelle par un labeur social qui puisera les forces humaines au fond des énergies naturelles, par une utilisation maxima de ces énergies, et qui transformera la face même de la terre au gré de notre besoin social.

La civilisation nouvelle est une civilisation du travail social. Le travail, si vous en poursuivez l'évolution dans l'histoire, est à lui seul, en raccourci, une civilisation totale. Par lui, la condition de l'homme émerge lentement de la glèbe où tout d'abord elle plonge. Il est issu de l'instinct brut. Il traduit le besoin grossier, sauve de la détresse la bête humaine qui souffre, et peu à peu il s'intellectualise à la fois et s'intensifie. Il crée des engins qui l'aident ; et avec les engins nouveaux, il crée des groupements d'hommes qui

manient ces engins. La part de vérité profonde que recèle le marxisme consiste à avoir discerné d'une vue très nette cette influence de la technologie sur le groupement des hommes, c'est-à-dire sur les relations sociales. L'adaptation de plus en plus spécialisée des engins à des besoins de plus en plus parcellaires avait favorisé la démocratie, l'isolement par spécialités. Puis est venue, avec les automates géants, où un seul mécanisme propulseur met en mouvement une foule de mécanismes spécialisés, la reconstruction. Alors commence à poindre la mentalité socialiste. Mais une fois qu'elle est née, il ne faut pas croire qu'elle grandira d'elle-même sans nous et par je ne sais quelle croissance fatale. Rien n'est jamais nécessaire dans le monde : il y faut notre collaboration consentie et une discipline consciente de nous-mêmes. Ainsi l'état d'esprit, dont nous attendons la civilisation socialiste, ne naîtra pas fatalement. Il faut le produire par une pédagogie consciente.

Rien n'est plus important pour une civilisation que le sentiment particulier dans lequel elle accomplit son travail. Songez que le travail est par soi tout à fait contraire à la nature. C'est par lui que l'homme s'élève au-dessus de l'animal et au-dessus de la vie presque instinctive et stagnante des primitifs. Rien n'est plus révolutionnaire que le sentiment qui accepte et consent le travail. Il est le grand affranchissement. Le

primitif craint le travail, non parce qu'il est paresseux, comme on le croit : — il a pour le travail une terreur religieuse. Il redoute la configuration nouvelle que prendraient les choses autour de lui ; la foule des hasards malencontrueux qui surgiraient de leur transformation. Il se résigne à cette transformation avec peine ; il use de sortilèges pour conjurer le maléfice de la nouveauté terrifiante dont il va être témoin.

Il y a certainement un état d'esprit nouveau, et qui de plus a été accompagné d'un plus joyeux courage, semble-t-il, chez les peuples occidentaux que chez tous les autres, à consentir avec joie le travail. C'est là la première condition de tout autre progrès possible, la première assise de toute moralité. La grande nouveauté de la civilisation socialiste sera un épanouissement nouveau de cette joie, autrement nuancée, puisée dans d'autres racines. La volonté collective de la civilisation socialiste sera une volonté sociale d'une autre genre que la volonté sociale des civilisations passées. Ce n'est pas qu'elle soit sans précédent. L'enthousiasme qui a régné dans quelques grandes crises religieuses du passé montre que l'état d'esprit que nous réclamons et pressentons n'est pas étranger à la nature humaine. S'il est vrai, comme vous l'a enseigné Elie Faure, que la construction des cathédrales soit due à une explosion prodigieuse des forces vierges amoncelées dans les anciennes com-

munes, qu'elle soit une œuvre prodigieuse d'ambition collective, de joie et d'amitié entre les bourgeois de nos cités médiévales, on peut dire peut-être que la France du moyen âge a vécu un tel moment de solidarité joyeuse dans le travail. Il semble bien que l'œuvre militaire et législative de la Révolution française, durant quelques années, atteste un pareil enthousiasme de fraternité.

Mais ce sont là de courtes crises, et l'œuvre qu'elles ont réalisée n'a pu le plus souvent être continuée dans la sécheresse d'esprit qui a suivi. On ne peut pas faire durer l'héroïsme. On ne peut pas être perpétuellement dans l'extase. La moralité nouvelle que nous réclamons sera facilitée par de nouvelles formes d'échange et de production, aujourd'hui anarchiques. Elle s'alimentera par une confiance plus grande au sujet de la répartition qui sera faite des produits du travail et qui dirigera sur de larges réceptacles sociaux toutes les sources de revenus aujourd'hui captées par des privilégiés. Mais cette organisation économique nouvelle, qui sera l'ossature et le sang de la nouvelle moralité, sera elle-même créée d'abord et mue par la moralité, qu'elle est elle-même chargée ensuite de maintenir vivante et active.

Il y aurait beaucoup à dire sur la naissance et les conditions de croissance de cette nouvelle morale des producteurs. Je procéderai aujourd'hui, je vous en ai

prévenus, par affirmations. Nous revendiquons pour cette moralité nouvelle du producteur tout ce que les anciennes moralités aristocratiques ont conçu de plus noble et de plus haut. Nous la voulons conquérante et sûre d'elle-même comme l'aristocratie ancienne et irrespectueuse de tout ce qui n'est pas elle, comme la bourgeoisie capitaliste. Nous admettrons que la capacité du travail est un titre de noblesse. Nous voulons aussi que cette moralité se défende comme un capital jaloux de croître, comme une vivante richesse, et garde ainsi toute la dignité démocratique.

Mais nous dépassons la démocratie, que nous absorbons dans cette moralité nouvelle, en ce que nous ne voulons pas du tout réaliser seulement la *justice*. Réaliser la justice, c'est encore faire de la démocratie hargneuse ; c'est encore calculer, lésiner, être sur la défensive. Notez cela, qui est d'une importance capitale. Vous découvrirez que l'immense majorité des systèmes qui se disent socialistes, se préoccupent de réaliser de la démocratie, et non du socialisme. La majorité des ouvriers aujourd'hui, et surtout des politiciens qui se croient socialistes, ne sont que des démocrates outranciers.

Rappelez-vous les formules des anciens systèmes de socialisme. Quelques-uns se préoccupaient de calculer la rémunération de journée normale de travail. D'autres systèmes réclamaient pour le travailleur le

produit intégral du travail. Tous ces programmes, s'ils étaient réalisables, seraient de la *justice,* seraient de la défense de l'individu. Ils ne seraient donc pas encore du socialisme. Ils n'émaneraient pas encore de la moralité nouvelle, et ne seraient pas de nature à la fortifier. Nous ne pouvons plus procéder selon cette inspiration autrefois nécessaire, mais qui a été purement démocratique. Nous ne croyons pas à ces programmes et à ces systèmes, parce que nous les savons scientifiquement faux. Nous ne *croyons plus qu'il y ait du travail incorporé dans les produits de l'homme.* On l'a cru autrefois. Tout le marxisme est fondé sur cette croyance, qui a rempli l'économie politique durant cent cinquante ans. Et je ne suis pas qualifié pour reprocher à Marx son erreur, parce que je l'ai longtemps partagée. Mais aujourd'hui il nous faut, dans l'intérêt de l'action future, abandonner cette erreur qui nous paralysait.

Si, comme je le pense, la doctrine que l'on professe sur la mesure de la valeur importe à l'action, si elle décide d'avance à notre insu notre choix entre la démocratie et le socialisme, nous nous refuserons à estimer la valeur des objets fabriqués par l'industrie humaine d'après un travail que ces objets en aucune façon ne contiennent (1). Ce moellon que je

(1) Par un heureux revirement, beaucoup de théoriciens socia-

touche, ne recèle pas plus le travail qui a servi à lui donner sa forme qu'il ne recèle l'énergie dépensée par l'explosion de la cartouche de dynamite qui a servi à le détacher du roc. Cette énergie et ce travail sont dépensés une fois pour toutes. Ils ne sont emmagasinés nulle part, et évaporés à jamais. Par conséquent, aucun objet matériel ne contient de travail; et il faut abandonner cette nuisible métaphore. Mais il est vrai que de l'énergie musculaire des travailleurs a été dépensée à l'occasion de la fabrication d'un objet ou de l'extraction d'une matière. Cette énergie doit être restituée très largement. Faute de quoi, par déperdition continue des forces, nous avons ces multitudes malingres, débilitées et hâves qui ont trop souvent, dans le passé, constitué la classe ouvrière.

Mais cette restitution de l'énergie nécessaire à l'ouvrier, pour qu'il puisse continuer son travail, est de la démocratie élémentaire ; car cette restitution est le droit strict de l'ouvrier. Non seulement l'opinion publique et l'Etat démocratique approuveront l'ouvrier de tenter de toutes ses forces individuelles, cette défense, mais cette opinion et cet Etat démo-

---

listes aujourd'hui, G. Gentile, Arturo Labriola, Bernstein, etc. sont tout à fait sceptiques au sujet de l'ancienne théorie de la *valeur-travail.* Les ouvriers les avaient déjà devancés.

cratiques organiseront eux-mêmes cette défense, avec toute leur force sociale.

Une fois que l'ouvrier sera ainsi assuré de toutes les restitutions équitables, nous lui demanderons la nouvelle moralité socialiste. Il pourra s'y refuser. Beaucoup aujourd'hui s'y refusent et ne la conçoivent même pas. Ils sont de purs démocrates. Rien ne prouve que la République sociale surgira jamais. Nous disons seulement que le peuple qui la réalisera sera un peuple plus fort, plus libre, plus heureux que les autres peuples, et qu'il créera le type d'une humanité qui sera tout entière de qualité supérieure à la qualité d'humanité réalisée moyennement par les sociétés d'autrefois.

Comment nous faire une idée de la nature de cette moralité nouvelle, puisque nous ne pouvons plus connaître l'enthousiasme religieux des siècles d'autrefois, et puisque les crises où vécurent nos ancêtres de la Révolution n'ont engendré que des ivresses dans lesquelles put être accompli un immense effort, mais passagères. Il faut se servir d'un autre exemple. Une telle moralité supérieure, à laquelle nous voulons faire participer tous les travailleurs, est une grande et noble valeur nouvelle. Or, toutes les valeurs nouvelles ont été d'abord des objets de luxe, avant d'entrer dans l'usage commun. Ainsi cette moralité dont nous parlons a été dans le passé un luxe de l'humanité, mais

elle n'y a pas été inconnue. Elle existe en permanence parmi nous, chez une élite, mais toujours. Il n'est pas déraisonnable d'affirmer qu'elle sera un jour connue et pratiquée de tous. C'est la moralité des vrais *artistes* et des vrais *savants*. C'est une moralité non seulement de la joie au travail, comme est celle de la démocratie occidentale, mais une moralité de la profusion intérieure, de l'absolue prodigalité de soi ; une moralité de la joie de produire, non pour sa subsistance, mais pour embellir la vie de tous les hommes. C'est une moralité de désintéressement, ascétique au besoin en temps de crise, comme est la moralité du savant. Le savant, même quand il travaille à une tâche parcellaire, sent déjà que l'ensemble du travail scientifique le dépasse infiniment. Peut-être n'aperçoit-il pas tous les liens qui rattachent sa besogne humble au travail de la grande République scientifique. Mais il sait qu'il y a de tels liens, et que son travail sera repris par d'autres. Les savants ont inventé des méthodes dont l'usage suppose l'absolu sacrifice de leur personnalité propre ; des méthodes adaptées strictement à la nature de l'objet à étudier ; mais à cause de cela, toute pensée réellement scientifique repose en quelque sorte sur le granit même des choses et sur les assises les plus profondes de l'univers. La pensée d'un savant travaille encore, longtemps après que le nom de son créateur est oublié,

dans la grande pensée sociale qui constitue la science. L'ouvrier de même, à mesure que se spécialise davantage son travail individuel, doit déjà sentir qu'il travaille pour une œuvre collective qui le dépasse infiniment, et il doit sentir que sa personne, prodiguée dans ce labeur, reste vivante dans l'œuvre collective où elle s'absorbe. Cet état d'esprit, aimant et prodigue, comme celui de l'artiste, énergique et ascétique, comme celui du savant, est la moralité nouvelle que nous revendiquons pour le travailleur. Il est l'état d'esprit vraiment révolutionnaire.

Cette joie nouvelle, et créatrice, ne dépend pas essentiellement du bien-être. Mais du bien-être, s'il est acquis, elle tirera seulement des ressources d'énergie nouvelle. Nous voyons bien, par l'exemple de nos directeurs d'usine, de nos ingénieurs, de nos hauts fonctionnaires, que le bien-être est compatible avec de l'inertie et de la torpeur, de la débilité. La moralité nouvelle des producteurs suppose une vitalité rajeunie, une immense confiance en l'avenir. Il semble bien que ce soit de cette croyance à la vie que la bourgeoisie manque le plus ; et sa hâte fiévreuse de produire et de jouir ressemble encore au vertige d'une société qui sentirait le sol se dérober sous ses pas. Pourtant, ce n'est pas seulement la bourgeoisie qui manque de confiance, c'est nous-mêmes qui sommes pour ainsi dire gagnés par sa débilité et par son incertitude.

On a pu dire, non sans raison, que le socialisme jusqu'ici n'a pas d'autre programme que celui d'une démocratie élargie, ouverte et qui prolonge jusque dans le détail de la vie économique et sociale la défense de l'individu. Le nouvel état d'esprit socialiste serait, au contraire, comme une matrice presque indéfiniment féconde de mesures législatives propres à amener et à attester le renouvellement intégral.

Songeons à ces simples faits, économiquement dominants ou presque : le régime de l'intérêt de l'argent et le régime de l'argent monnayé. Nous alourdissons tout notre mécanisme d'échange de ce poids mort immense, qui est constitué par notre stock d'argent monnayé. Ce stock constitue une pure valeur dormante, inutilisée ; une pure garantie fiduciaire, une prodigieuse et onéreuse précaution. Comme s'il y avait une garantie plus sûre et une plus précieuse richesse que le travail de l'homme ! Comme s'il n'était pas évident que les actions les plus prospères, les plus vigoureuses, sont celles qui réduisent au minimum cette ruineuse défense ! Mais nous n'osons pas nous passer de ce gage matériel d'or et d'argent. Nous n'osons pas nous faire crédit, sans ce gage, les uns aux autres. Et pourtant, il serait dans notre pouvoir, si nous avions cette audace et cette confiance, et si nous pouvions compter sur la moralité générale, de nous affranchir de ce lourd matériel de l'argent monnayé.

Nous vivons sous le régime du capital placé à intérêt. C'est comme si nous *voulions* installer au-dessus de nous une aristocratie de capitalisme. Nous grevons ainsi d'une charge prodigieuse et qui ne s'éteindra jamais, qui ne s'amortira jamais, toute la production de l'avenir. Nous assurons ainsi nous-mêmes l'exploitation des travailleurs futurs ; et cependant, il serait en notre pouvoir d'assurer demain l'extinction du capitalisme si nous assurions l'alliance confiante de tous les producteurs syndiqués, s'ils se prêtaient un mutuel appui par un vaste réseau de crédit mutuel et d'assurance contre le risque. La société de demain est incertaine de naître, parce qu'elle ne trouve pas en nous la foi nécessaire. Or, une fois que les moyens scientifiques existeront de la réaliser — et ces moyens scientifiques abondent et croissent en nombre tous les jours —, la société nouvelle aura exactement la stabilité qu'elle tiendra de notre fermeté et de notre résolution intérieure. La République future aura une immense confiance, une grande activité industrieuse et inventive. Elle supposera en chacun de nous cette laborieuse et inventive confiance. Il nous faut d'abord être en nous-mêmes, comme individus, ce que nous voulons que soit en dehors, et comme un lien commun entre nous, la République sociale. La structure de l'Etat nouveau ne peut naître que de cet état d'esprit. Il est donc le premier impératif social.

*
* *

Je me suis gardé de rien prédire. L'incertitude de toutes choses me paraît le fait par lui-même le mieux acquis. Il n'est de certain que les conditions sous lesquelles les choses peuvent naître, et dont l'absence les empêche d'éclore ou d'être viables. J'ai beaucoup affirmé. Mais ai-je fait des phrases ? Il me semble qu'on pourrait trouver à ce que je dis un fondement sociologique.

Si l'on essayait de traduire sociologiquement ce que je viens de dire, voici peut-être ce qu'on trouverait. Il y a dans une société deux choses importantes : 1° les *valeurs sociales* ; 2° les *forces sociales*. Il y a ce qui, dans l'opinion des hommes, assigne un but à leur vie ; et il y a les moyens par lesquels ils assurent cette vie qu'ils comptent utiliser pour les fins qui leur paraissent les plus désirables. Remarquez que Marx, au fond, pensait ainsi, bien qu'il ait choisi pour exprimer sa pensée un langage très mécaniste, et qu'il ait voulu, autant que possible, donner l'impression d'une marche automatique du mouvement social. Mais étudiez son livre du *Capital*. Vous trouverez dans les chapitres historiques qui le terminent toute l'histoire de la genèse violente du régime capitaliste, la description des coups de force du capitalisme, de

la brutalité du capital. Ce sont les chapitres de la *force capitaliste*. En tête du volume, au contraire, vous avez ce chapitre de la valeur, mesurée par le travail, et qui semble affirmer, comme par un fonctionnement mathématique, la réalisation de la justice dans le monde, l'équilibre économique de tous les services mesurés par le travail qu'ils contiennent. Ainsi, la *valeur-travail* dirige obscurément, et par une nécessité inéluctable, la société bourgeoise elle-même. Elle pénètre tout le fonctionnement économique. Comment ne serions-nous pas gagnés alors insensiblement par la prédiction dont cette analyse, en apparence mathématique, est grosse. Puisque la valeur est le travail, la *force de travail*, finalement, gouverne la société, et les ouvriers qui disposent de cette force disposeront tôt ou tard de l'intégralité des forces sociales. Tout le livre du *Capital* est construit de façon à ce qu'il se dégage de lui cette consolation et cette espérance.

Mais nous savons que la théorie marxiste de la valeur n'est pas exacte. La valeur ne se mesure pas par le travail. Nous ne pouvons pas accepter de Marx la consolation et l'espérance qu'il nous offre. Les valeurs sont choses immatérielles ; elles résident dans l'opinion sociale. Ce n'est pas à dire qu'elles soient sans influence. Elles aimantent les puissances matérielles. Elles indiquent le sens où elles doivent être dirigées.

Il n'y a aucune utilisation possible d'aucune force, sans une orientation qui lui vient d'une valeur à réaliser. Car la valeur que nous attachons aux choses, l'estimation que nous en faisons, est issue de nos besoins. Une estimation exacte ou inexacte équivaut à une orientation exacte ou fautive dans le réel. Elle est adaptation heureuse ou désastreuse. Elle décide de la vie ou de la mort.

Ne tenez pas ceci pour une locution de rhétorique vaine Il y aura certainement un jour une biologie sociale. Les sociétés, si elles ne sont pas des « organismes », comme disait autrefois une certaine école de sociologie, sont du moins composées de vivants. Elles sont dès lors soumises à des nécessités biologiques très comparables à celles qui gouvernent toute vie. Les structures sociales naissent ou se défont par des déplacements de forces. Mais ces déplacements sont attestés, accompagnés, préférés par des symptômes mentaux. Une organisation sociale frappée de mort a le *sentiment* de sa déchéance longtemps avant que ses forces soient matériellement très affaiblies. Peut-être une métaphore médicale rendra-t-elle mieux ce que je ne saurais rendre en anticipant sur une biologie des sociétés, qui n'existe pas encore. La médecine connaît des hommes vigoureux, musculairement, mais atteints de certaines maladies nerveuses réduits à une ombre. Ces hommes, fussent-ils pesants

et musclés, ne se serviront plus jamais de leur force musculaire. Ils se croient fragiles et impondérables. L'estimation inexacte qu'ils font des choses, et qui a troublé en eux la perception du réel, les a paralysés pour toujours.

Une classe sociale qui ainsi n'évaluerait plus exactement la réalité en face de laquelle elle se trouve serait frappée de décadence. Nous croyons que la bourgeoisie est une telle classe. Ses forces diminuent, et la conscience qu'elle a de cette défection la stupéfie et la paralyse ; son instinct d'organisation, si vigoureux autrefois, s'affaiblit. Mais en face d'elle, il y a ceux qui disposent de la force organisatrice nouvelle, de la valeur nouvelle qu'il faut attacher à la vie. Ceux-là, nécessairement, l'emporteront. Leur force d'affirmation de l'idéal nouveau atteste déjà leur force d'action rajeunie. Il y a comme un rayonnement vital qui émane d'eux, et qui semble pénétrer autour d'eux les choses et les transformer comme on voit la matière se pétrir de soi sous le rayonnement de l'idée artiste et s'agencer utilement sous l'effort de l'inventivité savante. Avons-nous cette mentalité qui s'attacherait à créer d'abord en nous-mêmes une image réduite de la civilisation socialiste et un parfait exemplaire de la nouvelle mentalité ? Alors nous avons fondé aussi virtuellement déjà la République sociale.

Imprimerie Coopérative Ouvrière

Villeneuve-St-Georges (S.-et-O.)

SCIENCES SOCIALES

EXTRAIT DU CATALOGUE

de la Librairie Marcel RIVIÈRE et Cie

31, RUE JACOB ET 1, RUE SAINT-BENOIT — PARIS VI

TÉLÉPHONE 740-37

COLLECTION

" Les Documents du Socialisme "

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

Albert THOMAS, Député de la Seine

haque volume in-18 de 72 ou 80 pages . . . . . 0 fr. 75

VOLUMES PARUS :

I. **L'Unité coopérative,** par E. Fournière.
II. **Le Socialisme et la Concentration industrielle,** par Hubert Bourgin.
III. **La nationalisation des assurances,** par Etienne Buisson.
IV. **Au pays du Soleil Levant,** par Fritz Kummer. Traduit par Léon Rémy.
V. **La Civilisation socialiste,** par Ch. Andler.
VI. **Coopératives et Syndicats,** par Mutschler.
VII. **Le Problème de l'Assistance publique en Angleterre,** par Sydney et Béatrice Webb, traduit par H. Bourgin.

A PARAITRE :

L'Internationale, par G. Bourgin.

Cette bibliothèque fournira aux militants des études précises, simples, mais nourries de faits, sur les différents mouvements économiques et sociaux (coopération, socialisme, mutualité, municipalisme), sur l'histoire du socialisme, sur le développement capitaliste. Des traductions, des rééditions de textes fameux et difficiles à trouver, des publications statistiques alterneront avec les études originales. Rapidement, les « Documents du socialisme » formeront une collection indispensable à tout socialiste, à tout homme de science.

HISTOIRE

DES

Partis Socialistes en France

Publiée sous la direction de Alexandre ZÉVAÈS

I. **De Babeuf à la Commune**, par A. CHABOSEAU.

II. **De la Semaine sanglante au Congrès de Marseille**, par ALEXANDRE ZÉVAÈS.

III. **Les « Guesdistes »**, par ALEXANDRE ZÉVAÈS.

IV. **Les « Possibilistes »**, par SYLVAIN HUMBERT.

V. **Les « Allemanistes »**, par MAURICE CHARNAY.

VI. **Les « Blanquistes »**, par DA COSTA.

VII. **L'Unité socialiste**, par J.-L. BRETON.

VIII. **Les Socialistes indépendants**, par A. ORRY.

IX. **Le Mouvement syndical**, par SILVAIN HUMBERT.

X. **Les anarchistes**, par JACQUES PROLO.

XI. **Le Socialisme en 1911**, conclusions et annexes, par ALEXANDRE ZÉVAÈS.

Chaque volume in-18 jésus de 80 à 100 pages. Prix: ***0 fr. 75***

Ouvrages divers

Action socialiste municipale. Préface d'Edg. Milhaud, 1 vol. in-16 ..... 1 fr. 25

haiza. — *Fourier et sa sociologie sociétaire,* in-8..... 0 fr. 75

lard. — *Esclaves, Serfs et Mainmortables,* n. éd..... 4 fr.

ender (E.). — *Le salaire effectif, sa protection par la loi,* 1 vol. in-8..... 3 fr. 50

ernstein (Ed.). — *La Grève et le lock-out en Allemagne. Leurs forces, leur droit, leurs résultats.* Conférence à l'Université nouv. de Bruxelles, 1908, gr. in-8..... 2 fr. 50

euchat et **Hollebecque.** — *Les religions.* Etude historique et sociologique du phénomène religieux, 1 vol. in-16, illust. 2 fr. 50

olin (P.). — *Aperçus sur le vagabondage, effets, causes, remèdes,* 1907, 1 vol. in-16, br..... 1 fr. 50

mpte rendu de la Conférence du Chômage, tenue à Paris du 18 au 21 septembre 1910, 3 forts vol. in-8 raisin..... 18 fr.

Congrès de l'Enseignement des Sciences sociales. Compte rendu des séances et texte des mémoires de Gide, Waxweiler, G. Renard, Niceforo, F. Simiand, Hauser, Deherme, 1901, 1 vol. in-8..... 5 fr.

Congrès national des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France, tenu à Marseille, du 19 au 22 octobre 1892. Compte rendu, 1 vol. in-8..... 1 fr. 50

ambrun. — *La grève envisagée dans ses effets juridiques,* 1 vol. in-8, 1905..... 4 fr.

elmer. — *Enquête anglaise sur la journée de huit heures,* 1907, in-8, br..... 2 fr.

esch (P.). — *L'année sociale économique,* 1907, 1 vol. in-8, broché..... 7 fr. 50

— *L'année sociale économique,* 1908, 1 vol. in-8, br. Prix. 7 fr. 50

ournier de Flaix (E.). — *La Statistique des religions,* 1890, in-8 de 54 p..... 1 fr. 50

Fromont. — *Une expérience industrielle de réduction de la jou*
née de travail, 1 vol. in-16, cart. toile..... 3 f

Goineau (A.). — *Les retraites ouvrières et paysannes. Loi o*
5 avril 1910 annotée et commentée avec le calcul des pension
auxquelles les intéressés auront droit, 1 vol. in-16, 1910.. 1 f

Gorju (Camille). — *L'évolution coopérative en France,* 3 peti
vol. in-18 jésus, 1909-1911..... 3 f
I. — Exposé comparatif de l'organisation et du développeme
des coopératives de consommation et de production. Un vol. in-1
II. — Exposé économique des méthodes de concentrations da
les coopératives agricoles de production. Un vol. in-18.
III. — Exposé d'ensemble du système coopératif dans les gran
courants de centralisation économique. Un vol. in-18.

Goulut. — *Le Socialisme au pouvoir,* 1910, 1 vol. in-16... 3 fr. 5

Hage (Dr). — *Le problème de l'assurance obligatoire cont*
l'invalidité et la vieillesse, 1912, 1 vol. in-4°..... 4 f

Halévy (Daniel). — *Luttes et Problèmes,* 1 vol. in-18 jésu
1911..... 3 fr. 5

Heberlin-Darcy. — *Esquisse d'une société collectiviste.* Etu
sociologique, préface d'Anatole France, 1908, br. in-8. 0 fr. 5

Kautsky. — *La lutte des classes en France en 1789,* traduit p
Ed. Berth, 1 vol. in-12, 1901..... 2 f

Karmin (Otto). — *Tableaux chronologiques* pour servir à l'étu
de l'histoire des Systèmes économiques et socialistes de 15
à 1886. Préface de Henry Fazy, vice-président du Conseil d'Et
du Canton de Genève, in-4, 1911..... 1 fr. 5

Kurnatowski (G.). — *Esquisse d'évolution solidariste,* 1 vo
in-8, br..... 2 fr. 5

Lagardelle. — *La Grève générale et le Socialisme,* enque
internationale, opinions et documents, 1905, 1 vol. in-18 d
424 p..... 3 fr. 5

Lamotte (A. de). — *La femme en ville et à la campagne.* Salaire
et conditions diverses, 1 vol. in-16..... 1 fr. 5

Lesigne (E.). — *Les droits du travail. L'homme ne veut pl*
du salariat, 1 vol. in-16..... 3 f

Martin (Marguerite). — *Les droits de la femme,* 1 vol. in-1
1911.....

Martinet (E.). — *Le socialisme au Danemark.* Préface de
Baudin, 1 vol. in-16..... 2 fr. 5

alnoury, avocat. — *Manuel pratique du conseiller prud'homme*, vol. in-16 ..... 4 fr.

el (L.), ex-secrétaire de la C. G. T. — *Deux principes de vie sociale*. La lutte pour la vie. L'entente pour la vie. 1909, 1 vol. in-12, br ..... 0 fr. 75

yer (A.). — *La participation aux bénéfices*. Etude historique, critique et documentaire, 1 vol. in-16 ..... 0 fr. 75

reyra Alcantara (A.). — *Le capitalisme et le problème économique*, brochure gr. in-8, 1911 ..... 1 fr.

bidvin (A.). — *Guide pratique en matière d'accidents du travail* à l'usage des patrons, employés et ouvriers, 1 vol. in-16, br., de 216 p ..... 2 fr.

anard et Mangot. — *Le bien de famille insaisissable*, avec commentaire et formule, 1 vol. in-16 ..... 1 fr. 50

olo (J.). — *De la Méthode réaliste du socialisme réformiste français*, préface d'Albert Orry, secrétaire général du P. S. F., in-12 ..... 0 fr. 50

éaudeau (M. de). — *Michel Bakounine*. Le collectivisme dans l'Internationale. Etude sur le mouvement social (1868-1874), 1 vol. in-8, 1912 ..... 8 fr.

appoport (Ch.). — *La philosophie de l'histoire comme science de l'évolution*, 1 vol. in-16 de XVI-250 p ..... 3 fr. 50

aint-Cyr (Ch. de). — *La Haute-Italie politique et sociale*, 1908, 1 vol. in-12 ..... 3 fr.

aint-Georges d'Armstrong (Baron Th. de). — *Concorde internationale*, avec commentaires et détails. Lettres écrites aux puissances et vœux déposés au Congrès permanent de l'Humanité dans les années 1900 à 1906, 1907, 1 vol. gr. in-8 ..... 4 fr.

aint-Laurens (L.). — *Les syndicats et la répression des infractions professionnelles*, 1 vol. in-8 ..... 5 fr.

éverac (G.). — *Guide pratique des Syndicats professionnels*, 1908, 1 vol. in-12, br ..... 2 fr.

ilberling (E.). — *Dictionnaire de Sociologie phalanstérienne*. Guide des œuvres complètes de Charles Fourier, 1 vol. in-8 de XII-460 pages, 1911 ..... 15 fr.

orel (G.). — *Le système historique de Renan*, in-8 .... 12 fr.

— *La ruine du monde antique*, in-16 ..... 3 fr. 50

zembek (Comte A.). — *Les Associations économiques des paysans polonais sous la domination prussienne*, préface du Comte L. de Voguë, 1 vol. in-8 de 461 p ..... 7 fr. 50

Valmor (G.). — *La loi du nombre,* notre principe de gouvernement, 1908, 1 vol. in-16..... 1 fr. 5

— *Les problèmes de la colonisation*..... 3 fr. 5

Vandervelde (E.). — *Le sort des campagnes s'améliore-t-il? Un village brabançon en 1833. Ce qu'il est devenu.* 1 vol. gr. in-8 broché..... 2 fr

— *Essais sur la question agraire en Belgique,* 1903, 1 vol. in-1 de 210 p..... 2 fr. 5

Vitali. — *La question des retraites ouvrières devant le Parlement français,* 1906, 1 vol. in-8, br., 298 p..... 5 fr

Waxweiller (E.). — *Esquisse d'une Sociologie.* 1 vol. in-4 carré cart. toile..... 12 fr

— *L'Evolution de l'idée d'association des salaires aux profits* 1909, brochure gr. in-8..... 1 fr

Weber (A.). — *A travers la Mutualité.* Etude critique sur les Sociétés de secours mutuels, 1908, 1 vol. in-8..... 5 fr

Weber — *L'Enseignement de la Prévoyance.* Une lacune des programmes universitaires, 1 vol. in-8..... 2 fr

Weber — *Introduction à l'Etude de la Prévoyance,* 1 vol. gr in-8 de 554 p..... 7 fr. 5

Zimmern (Alice). — *Le Suffrage des femmes dans tous les pays.* Avant-propos de Mrs Chapman Catt, présidente de l'Alliance internationale pour le Suffrage des femmes, 1 vol. in-1 de 228 p..... 2 fr

Publication des Lois ouvrières

Accidents du Travail. — Lois et Décrets, édition mise à jour 1912. 1 brochure in-8. Prix..... 0 fr. 50

Accidents du Travail. — Arrêté du 30 septembre 1905, fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1 brochure in-8..... 0 fr. 75

Assistance aux Vieillards. — Instruction du 16 avril 1906 suivie de la loi du 14 juillet 1905. Décret du 14 avril 1906 et annexes 1 brochure in-8..... 1 fr. 75

ien de famille insaisissable. — Loi du 12 juillet 1909. Décret du 26 mars 1910 et circulaire, annotés et commentés par PRANARD et MANGOT, avec formules, 1 vol. in-16..... 1 fr. 50

ureaux de placement. — Loi du 14 mars 1904 relative au placement des ouvriers et employés des deux sexes et de toutes professions. 1 brochure in-8..... 0 fr. 50

aisses d'épargne. — Histoire et Législation, par CHEVAUCHEZ, rédacteur au Sous-Secrétariat des Postes. In-8 br... 1 fr. 50

aisses de secours contre le chômage. — Décret du 9 septembre 1905, précédé d'un rapport du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances. 1 brochure in-8..... 0 fr. 50

onseils de prud'hommes. — Loi du 27 mars 1907, complétée des textes et articles des codes mis en vigueur par la présente loi. 1 brochure in-8 de 32 pages..... 0 fr. 50

ontrat d'association. — Loi du 1er juillet 1901, modifiée par celles des 4 décembre 1902 et 17 juillet 1903, suivie des décrets des 16 août 1901, 28 novembre 1902, 14 février 1905, et circulaire ministérielle. 1 brochure in-8 de 46 pages..... 0 fr. 50

istributions d'énergie électrique. — Loi du 15 juin 1906, suivie de celle du 25 juin 1895, brochure in-8..... 0 fr. 50

abitations à bon marché et petite propriété. — Loi du 12 avril 1906 et du 10 avril 1908. 1 brochure in-8..... 0 fr. 50

ygiène du Travail. — Lois des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 et décrets des 29 novembre 1904 et 6 août 1905, suivis des Décrets sur l'emploi de la céruse, couchage du personnel, ateliers de blanchissage. 1 brochure in-8 de 30 pages.. 0 fr. 50

ustice de paix. — Lois des 12 et 13 juillet 1905. 1 brochure in-8 ..... 0 fr. 50

égislation électorale. — Lois et décrets concernant les élections des conseillers municipaux, conseillers généraux, députés, sénateurs, suivis des lois constitutionnelles, petit volume in-8, broché ..... 1 fr. 50

iberté de Réunion. — Loi du 30 juin 1881, modifiée par celle du 28 mars 1907 et annotée des textes des 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791, 18 juillet 1837, 28 juillet 1848, 9 décembre 1905, art. 25-26. Décret du 16 mars 1906, art. 49. 1 brochure in-8 ..... 0 fr. 50

Organisation municipale. — Loi du 5 avril 1884 modifiée p celles des 4 et 25 février 1901, 7 avril 1902, 8 janvier 190 9 décembre 1905 et complétée par la loi du 22 mars 1890 s les Syndicats des communes. 1 brochure in-8 de 48 p. 0 fr. 5

Recrutement de l'armée. — Loi du 21 mars 1905, réduisant deux ans la durée du service militaire. 1 brochure in-8 68 pages..... 0 fr. 5

Repos hebdomadaire. — Loi du 13 juillet 1906 et Décrets d'a ministration publique du 24 août 1906, 13 juillet 1907, 14 ao 1907. 1 brochure in-8..... 0 fr. 5

Retraites ouvrières et paysannes. — Loi du 5 avril 191 1 brochure in-8..... 0 fr. 5
— Décrets des 24 et 25 mars 1911, une brochure in-8 0 fr. 5

Sociétés d'assurances sur la vie. — Loi du 17 mars 190 décrets des 30 janvier, 12 mai, 9, 22, 25 juin 1906, notice rel tive à l'enregistrement et arrêtés de juillet 1907 et modèl d'états à produire. 1 vol. in-8 de 104 pages..... 2 fr.

Sociétés civiles et commerciales. — Loi du 24 juillet 186 modifiée et complétée par celles des 1er août 1893 et 16 noven bre 1903, suivie des lois des 29 juin 1872, 1er décembre 187 et décrets des 9 décembre 1872 et 10 août 1896 sur le timbr des sociétés. 1 brochure in-8 de 36 pages..... 0 fr. 5

Sociétés de secours mutuels. — Loi du 1er avril 1898, modifi et complétée par celles des 31 mars 1903 et 2 juillet 190 suivie du décret du 25 mars 1901. 1 brochure in-8.. 0 fr. 5

Syndicats professionnels. — Loi du 21 mars 1884, circulair ministérielle du 25 août 1884. 1 brochure in-8.... 0 fr. 5

Indépendamment des Lois mentionnées ci-dessus et éditées pa nos soins, la librairie peut fournir par fascicules séparés d *Bulletin des Lois* toutes celles promulguées depuis 1794.

Imp. coop. ouvr., Villeneuve-St-Georges

113671 259

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

NOV 07 1995

OCT 21 1971

FEB -8 1972

MAR 13 1972

MAR 18 1972

DEC 16 '81

DEC 07 '81

NOV 07 1995

CE

a39003 000417286b

CE HX 0266
.A5 1911
COO ANDLER, CHAR CIVILISATION
ACC# 1147515

U D / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 .04 06 08 18 25 6